

**Nations unies - Réforme du Conseil
de sécurité - Réponse de M.
Jean-Yves Le Drian, ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
à une question écrite à l'Assemblée
nationale**
(Paris, 31 juillet 2018)

La réforme du Conseil de sécurité est nécessaire pour renforcer l'autorité et la représentativité du système de sécurité collective tout en préservant sa nature exécutive et décisionnelle.

Soixante-douze ans après la création des Nations unies, nous devons avancer sur ce sujet, d'autant plus que d'autres volets de la gouvernance mondiale ont connu des réformes majeures ces dernières années.

La France est favorable à un élargissement du Conseil de sécurité dans les deux catégories de membres, permanents et non-permanents. La France soutient les membres du G4 (Allemagne, Brésil, Inde, Japon) pour l'obtention d'un siège de permanent et une présence accrue de l'Afrique, y compris parmi les permanents.

La France soutient l'idée d'avancer désormais sur la base d'un texte et d'un calendrier. Dans le cadre des négociations qui ont lieu à New York, elle est parmi les pays les plus actifs pour faire avancer le processus et maintient un dialogue étroit avec ses partenaires du G4 et les pays africains.

Comme le président de la République en a fait état lors de son discours devant l'Assemblée générale des Nations unies, nous avons besoin d'un Conseil de sécurité qui puisse prendre des décisions efficaces et ne pas être paralysé par le veto, quand des atrocités de masse sont commises.

La France a proposé ainsi un encadrement du veto, engagement informel, volontaire et collectif des cinq membres permanents de ne pas recourir au veto en cas d'atrocités de masse, formalisant cette initiative dans une déclaration conjointe avec le Mexique. La société civile internationale et de nombreux Etats soutiennent les efforts de la France, le 100ème ayant rejoint l'initiative en janvier 2018. L'idée française est désormais au coeur des débats et des réflexions sur le Conseil de sécurité. La France poursuivra ses discussions avec les autres membres permanents du Conseil de sécurité. Afin de montrer le chemin, elle a décidé de s'appliquer sans attendre cet engagement dès 2015./.